



CONSEIL NATIONAL des 16 et 17 novembre 2019

Pour des assises internationales de l'écocialisme

Le PG a opté depuis son congrès de 2015 pour le mouvement citoyen en faveur des peuples, du progrès social et de l'émancipation. En particulier, nous portons un projet de reconquête républicaine avec la 6^{ème} République par la constituante, qui est le moyen de la révolution citoyenne.

La 6^{ème} République par la constituante ne se limite pas à un changement institutionnel. Il s'agit d'un projet global de société en ce qu'elle relance le moteur d'émancipation qu'est la République par l'irruption citoyenne qu'est la constituante. Sur la base des luttes citoyennes et de la lutte de classes, les champs de la transformation qu'elle recouvre sont donc vastes : la démarche citoyenne est avant tout le moyen de remettre la souveraineté du peuple au cœur de la République, y compris dans les entreprises par la démocratie sociale qui touche, de fait, à l'appropriation privée des moyens de production par le capital. Pour conduire la planification écologique, cette démarche revendique la réappropriation sociale des grands moyens de production, d'échanges et d'allocation des ressources. Elle devra permettre la sortie des biens communs (et de ses outils, les services et entreprises publiques) de l'emprise des lois du marché et du profit et de placer la question de l'égalité réelle des droits au cœur de la République.

La souveraineté populaire ne s'exerce pleinement que dans le cadre d'une République laïque, garante de l'unicité et de l'universalité de la Loi commune. La République est laïque pour combattre toutes les discriminations ou communautarismes et assurer la paix et la liberté ; elle est écologique avec la constitutionnalisation de la règle verte... Mais si nous proposons un contenu à cette 6^{ème} République c'est le peuple qui en disposera par la constituante.

Pourtant elle ne suffit pour autant pas à définir le projet alternatif que nous mettons face au capitalisme et au productivisme, avec sa version dominante qu'est le capitalisme financiarisé et mondialisé. La 6^{ème} République ne constitue pas non plus le projet à même de coordonner des mouvements au niveau international. Cette ambition est évidemment nécessaire si nous voulons lui donner une portée anticapitaliste universelle.

En effet construire une alternative au capitalisme impose de répondre globalement aux trois urgences que le capital financier fait courir à la planète et à l'humanité : écologique, sociale par l'accroissement historique des inégalités, démocratique par l'absolutisme du marché dont on voit bien sa tendance à transformer une démocratie libérale en régime autoritaire.

Beaucoup de luttes et de nouveaux mouvements sociaux portent d'une manière nouvelle, au plan national et international les exigences de réappropriation citoyenne, d'égalité et d'écologie qui défendent les biens communs et l'intérêt général. Elles remettent ouvertement en cause la domination de l'oligarchie et contestent la logique productiviste, confiscatoire et mortifère du capitalisme.

Nous avons besoin d'un concept unificateur, car ces trois urgences ne tolèrent pas d'être hiérarchisées, ni opposées. Bien sûr en dernière instance, tout revient à la question du « qui décide et qui possède ? ». Le peuple ou le roi ? Le peuple ou le marché ?

Aujourd'hui la question environnementale constitue une urgence absolue. Le réchauffement climatique entraînant des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes, violentes et destructrices pour notre écosystème. De nombreux exemples montrent que même « vert », le capitalisme n'en porte pas la solution, il est une mystification dont les plus pauvres paient déjà l'addition. Profit, productivisme et consumérisme sont les mêmes faces du néo-libéralisme. La question sociale reste également un thème central à part entière et non réductible dans les faits, et donc dans la manière de s'adresser au peuple, à sa souveraineté. Il n'est pas de formule magique possible pour construire une alternative au système capitaliste, il faut répondre par le programme, les méthodes, la propagande, l'action et au final, le projet, aux dangers démocratiques, sociaux et écologiques qu'il fait courir à l'humanité.

Il sera nécessaire de travailler avec tous les acteurs sociaux pour la reconversion et la formation aux nouveaux métiers qu'impliquent la planification écologique.

C'est de la responsabilité de notre courant de pensée et d'action de proposer un concept unificateur, une alternative complète au capitalisme du 21^{ème} siècle, la base de possibles rassemblements et de conquêtes nouvelles. Ce concept unificateur devra permettre de concilier émancipation individuelle et collective. Parce qu'il répond au premier intérêt général de l'humanité qu'est la préservation de notre écosystème mais aussi aux dégâts des inégalités sociales et à la domination du capital, l'écocialisme doit s'imposer comme un pilier idéologique sur lequel les mouvements populaires pourront s'appuyer comme autrefois le socialisme et le communisme. Notre parti, le Parti de Gauche, y a travaillé à partir de 18 thèses. D'autres courants politiques s'y réfèrent aussi bien en France qu'à l'international. Il est pertinent, et urgent, de relancer ce travail et de le replacer en centralité dans les tâches à venir de La France insoumise et de tout mouvement fédérateur qui pourrait en faire ses principes fondamentaux. Nous ne sommes pas les seuls à porter ces aspirations, que ce soit en France ou bien ailleurs dans le monde. Nous souhaitons partager, échanger et débattre avec celles et ceux qui veulent faire de l'écocialisme (ou tout autre terminologie similaire) le cœur du projet de construction d'une alternative au capitalisme et au néolibéralisme.

Voilà pourquoi nous décidons de lancer des assises locales en vue d'une convention internationale dont notre prochain Conseil national décidera de la date.